

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle *Perspectives politiques n° 4*

Essentiel·le·s mais non protégé·e·s : comment les travailleuse·eur·s de l'informel ont-elles·ils fait face aux risques sanitaires de la pandémie ?

Christy Braham et Ana Carolina Ogando

Résultats principaux

Entre février et juin 2020 :

1. Les travailleuse·eur·s de l'informel ont fourni des services essentiels tout au long de la pandémie, ce qui les a directement exposé·e·s à des risques pour leur santé physique et mentale et a menacé leur bien-être.
2. Malgré la nature essentielle de leur travail, les travailleuse·eur·s du secteur informel n'ont pratiquement pas été protégé·e·s, et les coûts d'obtention d'équipements de protection individuelle (EPI) et d'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires sont supportés par les travailleuse·eur·s elles·eux·mêmes.
3. L'aide mutuelle et la solidarité en matière de santé offertes par les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel aux communautés de travailleuse·eur·s se sont avérées vitales en l'absence de soutien gouvernemental.
4. Le début de la pandémie a nécessité une plus grande sensibilisation à la santé et à la sécurité au travail parmi les travailleuse·eur·s de l'informel, ce qui peut avoir des avantages à long terme.

Recommandations politiques

1. Les municipalités doivent apporter leur soutien pour améliorer la santé et la sécurité au travail des travailleuse·eur·s et les aider à prévenir l'infection par la COVID-19 et sa transmission. Cela devrait prendre la forme d'EPI, d'installations adéquates d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH, pour son sigle en anglais), d'infrastructures de travail de base et de directives claires pour les employeuse·eur·s de l'informel.

2. Les organisations de base qui offrent un soutien mutuel aux travailleuse·eur·s de l’informel doivent disposer de ressources adéquates sous forme de fonds et de fournitures. Le soutien à ce modèle complémentaire est crucial, car les organisations de base sont les mieux à même d’atteindre les travailleuse·eur·s de l’informel grâce à un engagement et à une confiance à long terme.
 3. Les départements gouvernementaux/ministères de la santé doivent mettre en œuvre des stratégies de santé publique inclusives afin de contrôler la pandémie et de protéger la santé des travailleuse·eur·s de l’informel et du grand public. Cela doit impliquer la mise à disposition d’un accès complet aux soins de santé pour les travailleuse·eur·s de l’informel, y compris la mise en œuvre du dépistage, du traitement et de la vaccination de la COVID-19 pour les travailleuse·eur·s, et la diffusion d’informations claires et précises sur la COVID-19 dans un langage non spécialisé. Cela doit s’accompagner d’une sensibilité à la situation des travailleuse·eur·s de l’informel et d’un engagement à mettre fin à la stigmatisation et à la discrimination qu’elles·ils subissent.
-

Introduction

Bien avant que la propagation rapide de la COVID-19 ne soit déclarée pandémie en mars 2020, les travailleuse·eur·s de l’informel ont construit leurs moyens de subsistance en fournissant des services essentiels au fonctionnement de nos économies nationales et mondiales. Il s’agit notamment des vendeuse·eur·s de rue qui vendent des fruits, des légumes et d’autres produits frais, des travailleuse·eur·s domestiques qui s’occupent des familles, des récupératrice·eur·s de déchets qui rendent les espaces publics plus propres et plus durables en collectant et en gérant les produits mis au rebut et d’autres formes de déchets, et des travailleuse·eur·s à domicile qui utilisent leurs compétences pour fabriquer des produits pour des marques mondiales. Pourtant, tout au long des différentes vagues de la pandémie, les travailleuse·eur·s de l’informel ont dû se battre pour poursuivre leur travail vital, tout en étant peu protégé·e·s des risques sanitaires désormais omniprésents de la pandémie.

A ce jour, on connaît peu de choses empiriques sur l’impact de la COVID-19 sur la santé des travailleuse·eur·s de l’informel dans le monde. Dans cette contribution à la série [Perspectives politiques de WIEGO](#), nous nous proposons d’explorer les résultats d’une étude récente de WIEGO dans une optique de santé publique. Plus précisément, nous examinons les risques pour la santé physique et mentale auxquels sont confronté·e·s les travailleuse·eur·s de l’informel, les obstacles à la prévention de la COVID-19 et les bonnes pratiques qui peuvent conduire à une amélioration de la santé des travailleuse·eur·s de l’informel dans le monde.

Villes comprises dans l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO



- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| 1- Accra (Ghana) | 7- Durban (Afrique du Sud) |
| 2- Ahmedabad (Inde) | 8- Lima (Pérou) |
| 3- Bangkok (Thaïlande) | 9- Mexico (Mexique) |
| 4- Dakar (Sénégal) | 10- Pleven (Bulgarie) |
| 5- Dar es Salaam (Tanzanie) | 11- New York (États-Unis) |
| 6- Delhi (Inde) | 12- Tiruppur (Inde) |

L'impact de la COVID-19 sur l'état de santé des travailleuse·eur·s

Entre février et juin 2020, les travailleuse·eur·s de l'informel ont constaté des symptômes de COVID-19 dans leurs foyers. Dans des villes comme Accra et Dakar, qui avaient auparavant signalé une incidence relativement faible de l'infection par la COVID-19, la prévalence des symptômes de la COVID-19 dans les foyers des travailleuse·eur·s atteignait 3 %. Cependant, la situation était sensiblement différente ailleurs. Dans les villes où l'incidence de l'infection par la COVID-19 est beaucoup plus élevée, comme Lima et New York, la prévalence des symptômes de la COVID-19 dans les foyers des travailleuse·eur·s atteignait 22 %. Dans plusieurs villes à forte incidence, les travailleuse·eur·s domestiques, qu'ils vivent ou non chez eux, ont signalé une prévalence plus élevée des symptômes de la COVID-19 par rapport aux autres travailleuse·eur·s (25 % des travailleuse·eur·s domestiques à Mexico, 20 % à Lima et 15 % à Delhi). Cela peut refléter une plus grande vulnérabilité dans les milieux où la transmission de la COVID-19 est plus élevée, en raison du fait qu'elles·ils travaillent – et parfois aussi vivent – dans un environnement intérieur où elles·ils sont susceptibles d'avoir des contacts fréquents et étroits avec leurs employeuse·eur·s et les familles de ces dernière·er·s.

La santé mentale des travailleuse·eur·s de l'informel a été largement affectée par le début de la pandémie. Cette situation s'explique en grande partie par l'insécurité économique et les préoccupations généralisées concernant les conditions de travail. Les travailleuse·eur·s domestiques de villes telles que Bangkok, Dar es Salaam, Delhi, Ahmedabad, Lima et Mexico ont fait état d'un stress et d'une anxiété particuliers. Une leader des travailleuse·eur·s domestiques à Lima a raconté l'expérience d'une collègue :

« Sa santé mentale a été très affectée depuis que le confinement a été déclaré. Elle a plus de travail [et] la situation est critique, surtout parce qu'elle est maltraitée. Si avant son travail lui permettait de se reposer, de sortir dans la rue, maintenant elle ne peut plus, donc elle est stressée, elle a le sentiment que ses droits ont été violés et elle se sent menacée ».

- (Leader des travailleuse·eur·s domestiques, Lima)

Les travailleuse·eur·s de l'informel ont exprimé une série de craintes liées à la santé au moment de cette étude, y compris, en particulier, leur peur d'être infecté·e·s par – et de transmettre – la COVID-19. Les travailleuse·eur·s ont également évoqué la peur d'être testé·e·s positive·f·s et d'être soumis·e·s à une quarantaine/restriction. Cela représentait une menace à la fois perçue et réelle pour la capacité des travailleuse·eur·s à effectuer leur travail et à éviter une nouvelle perte de revenus. Une travailleuse de l'informel d'Ahmedabad a partagé son point de vue :

« Les femmes ont peur d'aller travailler dans les zones touchées par le coronavirus. Elles vont au travail parce qu'elles sont sans défense. Elles ont peur d'être touchées par le virus... Que vont-elles manger si elles ne travaillent pas ? »

- (Travailleuse domestique, Ahmedabad)

Bien qu'elles·ils aient effectué un travail essentiel pendant les confinements ordonnés par le gouvernement, de nombreuses·eux travailleuse·eur·s de l'informel ont signalé une peur accrue de la stigmatisation. Cette tendance était particulièrement visible parmi les récupératrice·eur·s de déchets, les travailleuse·eur·s domestiques et les vendeuse·eur·s de rue. Un récupérateur de déchets de Durban s'est inquiété du fait que « le public a peur des récupératrice·eur·s de déchets. Ils pensent que ce sont elles·eux qui vont les infecter avec la COVID-19 ».

Les travailleuse·eur·s de l'informel ont également dit craindre pour leur propre santé en raison de l'augmentation des risques professionnels. À l'échelle mondiale, 61 % des récupératrice·eur·s de déchets ont signalé des risques accrus pour leur santé au travail. C'est notamment le cas à Ahmedabad (97 %), Lima (92 %), Mexico (88 %), Durban (81 %), Bangkok (71 %) et Dakar (65 %). Ces craintes sont aggravées par le fait que les travailleuse·eur·s n'ont qu'un accès limité à des installations sanitaires adéquates en raison du manque de disponibilité, de qualité et d'accessibilité financière des services. Un travailleur de Lima a donné son avis :

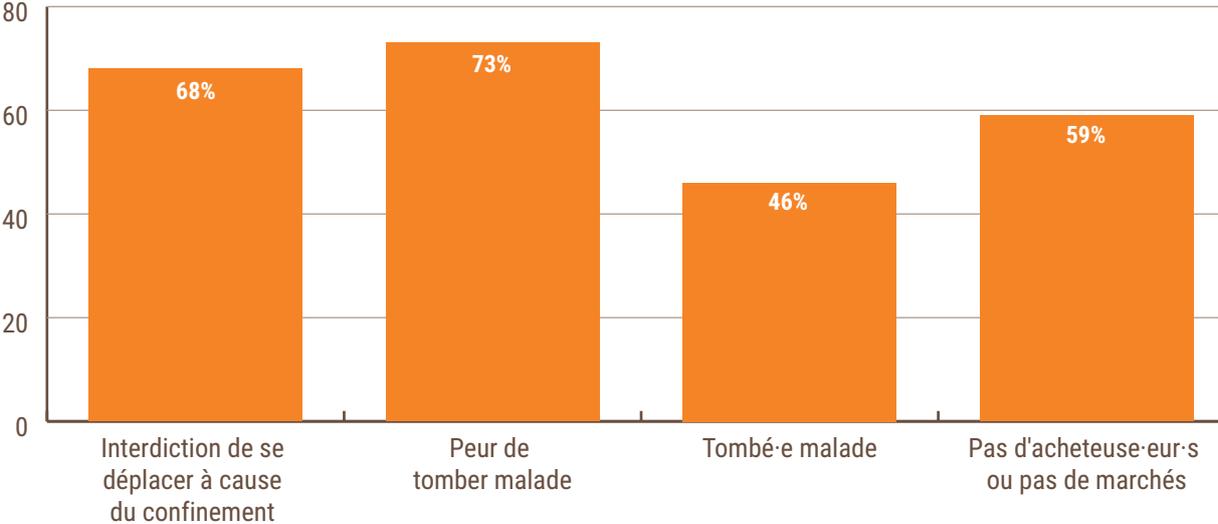
« Il y a des camarades qui ont atteint ce niveau [de COVID-19], mais elles·ils ont eu des soins minables... Le gouvernement ne cesse de dire que les centres de santé sont capables de s'occuper des citoyen·ne·s, [mais] les hôpitaux et même les cliniques ne le sont pas. Mais elles·ils [les travailleuse·eur·s de l'informel] arrivent là et il n'y a pas de lits, il n'y a rien. Et s'il y en a, le prix est élevé. »

(Récupérateur, Lima)

Les données de cette étude fournissent également la preuve que les craintes susmentionnées liées à la santé se réalisent pour les travailleuse·eur·s de l'informel. Un exemple notable pourraient être les niveaux d'absentéisme parmi les vendeuses·eur·s de rue interrogé·e·s dans la ville de New York. Au plus fort de la première vague de la pandémie en avril 2020, lorsque des restrictions à l'échelle de l'État ont été mises en œuvre dans un contexte d'augmentation exponentielle des cas de COVID-19, des admissions à l'hôpital et des décès, 73 % des vendeuse·eur·s de rue qui avaient cessé

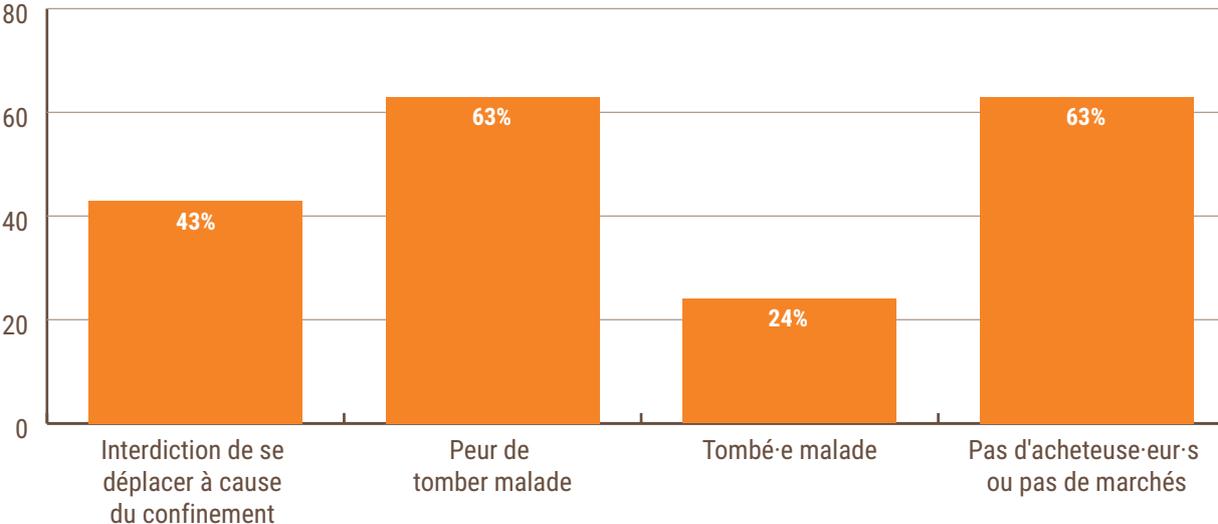
de travailler ont cité la crainte de tomber malades comme principale raison de leur absentéisme, et 46 % de ces vendeuse-ur-s de rue ont précisé qu’elles-ils étaient tombé-e-s malades. Cela est illustré ci-dessous, dans l’figure 1. En juin 2020, alors que les restrictions avaient été assouplies et que le nombre de cas de COVID-19, d’admissions à l’hôpital et de décès avait considérablement diminué, les vendeuse-ur-s de rue étaient moins nombreuses-eux à signaler qu’elles-ils avaient cessé de travailler après être tombé-e-s malades. Malgré cela, de nombreuses-eux vendeuse-ur-s de rue ont continué à manquer au travail et l’inquiétude de tomber malades est restée élevée (figure 2).

Figure 1. Diagramme à barres montrant les raisons invoquées pour l’absentéisme chez les vendeuse-ur-s de rue à New York, avril 2020



Source : Étude de WIEGO sur la crise de la COVID-19 et l’économie informelle (2020)

Figure 2. Diagramme à barres montrant les raisons invoquées pour l’absentéisme chez les vendeuse-ur-s de rue à New York, juin 2020

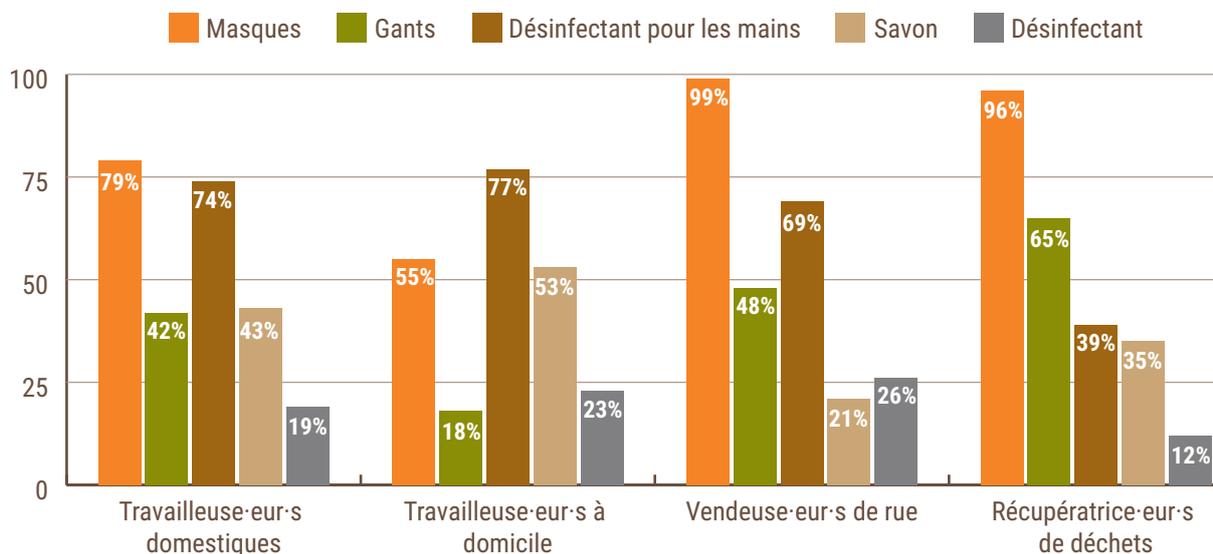


Source : Étude WIEGO COVID-19 sur la crise et l’économie informelle (2020)

Obstacles à la prévention de la COVID-19

En milieu d'année, la grande majorité des travailleuse·eur·s participant à l'étude utilisaient des EPI et beaucoup ont décrit la mise en œuvre de protocoles de sécurité sur leur lieu de travail (figure 3).

Figure 3. Diagramme à barres montrant la fréquence d'utilisation des EPI dans quatre secteurs de travailleuse·eur·s de l'informel dans douze villes



Source : Étude WIEGO COVID-19 sur la crise et l'économie informelle (2020)

Malgré cela, les travailleuse·eur·s ont signalé que les EPI étaient difficiles à obtenir et la plupart devaient les acquérir elles-mêmes à leurs propres frais. Cela a conduit à des pratiques sous-optimales en matière d'EPI, comme la réutilisation des masques plusieurs fois. Les résultats de l'enquête révèlent que plus de 90 % des travailleuse·eur·s à domicile et des vendeuse·eur·s de rue, 80 % des récupératrice·eur·s de déchets et 65 % des travailleuse·eur·s domestiques ont acheté elles-mêmes des EPI. 53 % des travailleuse·eur·s à domicile et des vendeuse·eur·s de rue, 80 % des récupératrice·eur·s de déchets et 65 % des travailleuse·eur·s domestiques ont acheté des EPI. 53% des travailleuse·eur·s domestiques ont reçu un EPI de la part de leur employeuse·eur.

Les travailleuse·eur·s ont souvent eu du mal à acquérir des EPI et à improviser des protocoles de sécurité. À Delhi, un vendeur de rue a raconté comment les EPI devaient être utilisés plusieurs fois en raison de leur coût :

« Nous leur avons demandé de porter des gants. Mais aussi les gants, combien de fois peut-on les mettre et les enlever ? Ils coûtent 100 roupies, mais nous essayons quand même ». (Vendeur de rue, Delhi)

Les travailleuse·eur·s de l'informel sont également confronté·e·s à des obstacles pour accéder à l'eau potable, dont elles·ils ont besoin pour se désinfecter les mains, les marchandises et les équipements. Selon cette étude, 57 % des vendeuse·eur·s de rue et 40 % des récupératrice·eur·s de déchets ont déclaré ne pas avoir accès à l'eau sur leur lieu de travail. Comme dans le cas des EPI, de nombreuses·eux travailleuse·eur·s dans les villes où l'accès à l'eau potable est limité n'ont

eu d'autre choix que de combler elles-eux-mêmes les trous, en payant de leur poche. Cela a été observé à Durban, où un leader des vendeuse·eur·s de rue a décrit ses collègues fournissant leurs propres bouteilles d'eau, ainsi qu'à Accra, où les vendeuse·eur·s de rue ont acheté de l'eau aux vendeuse·eur·s d'eau afin de pouvoir opérer en toute sécurité sur les marchés. Lors des entretiens, les vendeuse·eur·s de villes telles qu'Accra, Lima et Durban ont décrit leur collaboration avec leurs associations de marché, leurs organisations de base ou les municipalités locales pour fournir des installations WASH (« eau, assainissement et hygiène », pour son sigle en anglais), mettre en œuvre des mesures de distanciation sociale et/ou établir des heures de marché alternatives afin de réduire le nombre de personnes présentes à un moment donné. Dans un contexte de pandémie croissante et de manque généralisé de soutien de la part du gouvernement, les travailleuse·eur·s de l'informel qui n'avaient pas les moyens de financer leurs propres activités de prévention sanitaire ont donc été confronté·e·s à la perspective de fournir des services de première ligne en étant pour la plupart non protégé·e·s de l'infection par la COVID-19.

L'aide mutuelle en tant que prévention et traitement

Depuis le début de la pandémie, les travailleuse·eur·s de l'informel se sont organisé·e·s pour lutter pour la reconnaissance de leurs droits en matière de travail, d'économie et de santé. Les travailleuse·eur·s ont déclaré recevoir un soutien mutuel en matière de santé de la part d'organisations de base de travailleuse·eur·s de l'informel. Cette solidarité vitale a principalement pris la forme d'une éducation des travailleuse·eur·s sur la prévention de l'exposition à l'infection par la COVID-19, ainsi que de tests de dépistage de la COVID-19 et de la fourniture de médicaments de base et d'EPI aux travailleuse·eur·s. Les données de l'enquête montrent que la deuxième source la plus fréquente d'EPI étaient les organisations de travailleuse·eur·s.

À Ahmedabad, des représentantes de Association des Femmes Indépendantes (SEWA) ont répondu aux besoins fondamentaux des récupératrices de déchets en matière de santé et de bien-être. Une responsable de la collecte des déchets a décrit les tâches qu'elle effectuait :

« Nous leur avons servi des repas chauds, leur avons fourni de l'eau chaude pour se laver et leur avons également fourni du traitement médical. Notre équipe leur a rendu visite régulièrement, les a soigné·e·s et les a même testé·e·s... Quelques personnes ont été testées positives et nous les avons immédiatement admises à l'hôpital pour un traitement supplémentaire. Après avoir été soignées à l'hôpital, elles sont revenues et ont séjourné dans notre Rainbasera [abri de nuit] ».

(Leader des récupératrices de déchets, Ahmedabad)

L'apport d'un soutien moral et émotionnel a également été essentiel pour les travailleuse·eur·s qui ont signalé une augmentation de l'anxiété et des problèmes de santé mentale à la suite des perturbations causées par la pandémie, comme par exemple les ateliers de soutien organisés par les organisations de travailleuse·eur·s domestiques à Mexico. Les organisations de base de travailleuse·eur·s de l'informel ont été bien placées pour répondre aux besoins des travailleuse·eur·s en raison de leur réputation de défenseur·e·s de confiance, fournissant une interface indispensable entre les communautés de travailleuse·eur·s de l'informel et les autorités.

La pandémie, une occasion d'améliorer l'éducation à la santé et à la sécurité au travail

L'adoption rapide de protocoles mondiaux de protection et de prévention de la santé peut avoir des répercussions à long terme sur la santé et la sécurité au travail des travailleuse·eur·s de l'informel. L'étude a montré que la nouvelle reconnaissance de l'importance des EPI et de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement a largement accru la sensibilisation des travailleuse·eur·s à la santé et à la sécurité au travail, ainsi qu'aux moyens de les mettre en œuvre plus largement dans un contexte de « reprise » de la COVID. Cela était particulièrement évident chez les récupératrice·eur·s de déchets, qui, avant la pandémie, étaient régulièrement confronté·e·s à des risques importants en matière de santé au travail :

« La COVID-19 a apporté beaucoup de problèmes aux récupératrice·eur·s de déchets, mais elle nous donne aussi d'autres opportunités pour améliorer notre santé... La COVID-19 nous a donné la possibilité de porter des masques nasaux, des gants et tout le reste... Nous avons également la possibilité de changer les modes de vie que nous avons dans le passé ».
(Récupératrice de déchets, Accra)

Ainsi, la triple crise sanitaire, économique et des soins déclenchée par la pandémie a également créé un espace opportun pour réaffirmer l'importance de la sécurité et de la santé au travail pour les travailleuse·eur·s de l'informel, à la fois par l'intervention de l'État et par l'allocation de ressources aux organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, qui peuvent s'appuyer sur leurs relations de confiance avec les travailleuse·eur·s pour offrir une assistance mutuelle.

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est un travail collaboratif entre le réseau mondial Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, par son acronyme en anglais) et des organisations partenaires locales représentant des travailleuse·eur·s de l'informel à 12 villes : Accra, Ghana ; Ahmedabad, Inde ; Bangkok, Thaïlande ; Dakar, Sénégal ; Dar es Salaam, Tanzanie ; Delhi, Inde ; Durban, Afrique du Sud ; Lima, Pérou ; New York, États-Unis ; Pleven, Bulgarie ; Ville de Mexico, Mexique ; et Tiruppur, Inde. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes à des travailleuse·eur·s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleuse·eur·s et d'autres informatrice·eur·s clé·e·s, menés par téléphone. La deuxième phase sera effectuée au premier semestre de 2021. Pour de plus amples renseignements, visitez wiego.org/etude-sur-la-crise-de-la-covid-19-et-leconomie-informelle.

Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez francais.wiego.org.



Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.

